

LUTTE DE CLASSE

Pour le POUVOIR des TRAVAILLEURS

JUIN-JUILLET 1967.

LE GRAND JEU

Pendant quelques jours, il n'a été question en France que de la guerre entre Israël et les Etats Arabes... Nous avons eu droit aux manchettes spectaculaires et aux prises de position tonitruantes. Cela nous a valu quelques spectacles assez cocasses: communistes essayant de ménager la chèvre et le chou: l'existence d'Israël ne doit pas être remise en cause, mais il faut condamner la politique réactionnaire et agressive de ses dirigeants qui menacent la politique de paix et de progrès des gouvernements socialistes arabes; fraternisation touchante entre l'extrême-droite française et les ténors de la Fédération de la Gauche au grand complet, entre antisémites et sionistes, les uns et les autres proclamant leur soutien inébranlable à la cause israélienne...

Rien d'étonnant que les bureaucrates des organisations politiques et syndicales, accoutumés à se raccrocher à tel ou tel Etat capitaliste (bourgeois ou bureaucratique) n'aient vu dans cette guerre du Moyen-Orient qu'une occasion de prendre parti pour l'un ou l'autre des adversaires.

Depuis le temps qu'ils ont remplacé l'Internationale par la Marseillaise et le drapeau rouge par le tricolore, ils commencent à avoir l'habitude de l'enthousiasme nationaliste.

Les peuples du Moyen-Orient aussi. Mais depuis quelque temps, l'enthousiasme laissait à désirer. D'un côté comme de l'autre, les gouvernants se heurtaient à des oppositions et à un mécontentement plus ou moins diffus suivant les cas.

Dans l'Egypte progressiste de NASSER, il y avait un malaise; depuis quelques années, le pouvoir d'achat des travailleurs, déjà très bas, diminuait; tandis que les prix augmentaient régulièrement, les salaires ne bougeaient pas; en plus de cela, la crise alimentaire s'était aggravée avec la suspension par les Etats-Unis de leurs fournitures de céréales. Bref, le fellah et l'ouvrier insatisfaits de leur sort et qui avaient cru que le barrage d'Assouan leur permettrait de mieux vivre, n'avaient qu'une seule source de joie, celle de savoir que leur pays possédait une armée puissante (le socialiste NASSER consacrait le tiers du budget aux dépenses militaires) et que celle-ci menait une guerre de libération au YEMEN.

En Israël également, une partie des travailleurs était inquiète, le chômage ne cessant d'augmenter. Et dans ce pays, le mécontentement de certains ouvriers avait été suffisamment fort pour que l'organisation syndicale ait été débordée à plusieurs reprises: des grèves sauvages avaient en effet éclaté.

Ainsi, d'un côté comme de l'autre, pour ne pas parler de la SYRIE où les hommes au pouvoir craignaient un Coup d'Etat, il était temps de reprendre l'opinion en main, de lui faire oublier que tout n'allait pas pour le mieux et de l'amener à redonner toute sa confiance à ses chefs valeureux.

Le moyen d'y parvenir? Celui qui avait fait ses preuves dans le passé: la proclamation de la nation en péril. Rien de tel en effet qu'une bonne petite guerre pour faire taire les mécontentements et mettre entre parenthèses les échecs d'un régime. C'est la classique diversion extérieure: quand le péril est aux frontières, seul un traître songe à critiquer la politique de ses gouvernants.

Dans le cas présent, rien n'était plus facile car chacun dispose en permanence d'un ennemi héréditaire auquel il peut attribuer les intentions les plus sanguinaires et contre lequel il est enfantin de dresser une population intoxiquée de slogans ultra-nationalistes depuis vingt ans: les Etats Arabes ont Israël et Israël les Etats Arabes.

Il en est ainsi depuis 20 ans, c'est-à-dire depuis la création de l'Etat d'Israël. Dès l'origine, cet Etat, constitué grâce à l'immigration massive de juifs du monde entier, à un important soutien financier international, avec la bénédiction à éclipses de la GRANDE-BRETAGNE, des ETATS-UNIS... et de l'U.R.S.S., a été fondé selon des principes d'ultra-nationalisme et d'intolérance religieuse. Rien d'étonnant que, dans ces conditions, les dirigeants arabes aient joué eux aussi à fond la carte du patriotisme belliqueux et de la guerre sainte.

De la part de pays qui se targuent d'être socialistes, cela ne manque pas de charme.

Car Israël, dont l'économie est abondamment alimentée par les capitaux de puissants groupes occidentaux et dont les kibboutz ont redécouvert le salariat, se prétend socialiste. Et l'Egypte, entre autres Etats arabes, où une bureaucratie policière interdit la grève et parle avec éloquence de la patrie arabe, se prétend elle aussi socialiste.

Entre ces magnifiques fleurons de l'internationalisme ouvrier, la paix n'est évidemment pas pour demain et ce n'est pas parce que leurs dirigeants se retrouveront assis autour d'une table que le problème sera réglé. Parce que nous vivons en régime capitaliste et que les intérêts économiques des classes dirigeantes en présence s'opposent d'une façon radicale. Il n'y a pas de véritable entente possible entre Israël et les Etats Arabes parce que leur niveau économique est différent: Israël est un pays développé (ce qui explique du reste sa supériorité militaire, notamment sur le plan de l'organisation), alors que les Etats Arabes restent des pays sous-développés.

D'où cet antagonisme permanent, qui débouche de temps à autre (trois fois en vingt ans) sur un conflit militaire encouragé ou simplement autorisé par les grandes puissances qui y voient un moyen commode de renforcer leur mainmise sur les ressources pétrolières de la région.

Ces conflits ne règlent évidemment rien mais attisent les haines et permettent aux dirigeants de mobiliser derrière eux leurs opinions respectives.

Les principales victimes de cet état de choses sont les travailleurs, ceux d'Israël comme ceux des Etats Arabes. Leur exploitation est aggravée et rendue plus facile par cette tension perpétuelle que créent les dirigeants. Au nom du nationalisme, on peut imposer sans risque de réactions: blocage des salaires, augmentation du rendement, organisations syndicales officielles etc...

Ce n'est donc pas dans une solution de type nationaliste et reli-

gieux que les travailleurs israéliens et arabes trouveront une amélioration de leur sort, bien au contraire. Leur seule chance de ne pas se voir imposer des "sacrifices" toujours plus lourds, c'est de refuser ce cadre national et religieux.

Ceci implique qu'ils revendiquent une amélioration de leur sort et emploient toutes les armes dont ils disposent à l'appui de ces revendications (notamment les grèves). Ceci implique aussi qu'ils établissent des contacts avec les travailleurs de l'autre camp car, malgré les apparences, ils sont étroitement solidaires les uns des autres.

D'un camarade de MARSEILLE (13 mai 1967):

Après la longue lutte des dockers de Marseille, ce sont maintenant les marins qui viennent d'entrer en conflit avec les grands armateurs. Les marins sont restés longtemps muselés par la crainte du chômage, et les pertes d'emploi ont été assez nombreuses à la suite de l'opération de concentration qui s'est effectuée au début de l'année dernière entre divers armateurs locaux.

Pourtant le travail n'a pas diminué et de nouvelles lignes maritimes ont été ouvertes vers le Moyen-Orient, surtout Israël; d'autres compagnies de navigation ont créé tout un réseau de croisières en Méditerranée.

Les inscrits maritimes mécontents de leurs bas salaires et de leurs conditions de travail ont décidé, le 9 mai, la grève à l'appareillage, ce qui signifie un retard de 72 heures au moins pour chaque navire.

Cette forme de lutte menace directement les patrons, et la mise en place d'une Commission paritaire, où siègent armateurs et représentants syndicaux, n'a pas réussi à enrayer la démonstration de l'action ouvrière. L'ensemble des propositions d'augmentation des salaires a été repoussé unanimement par les marins. Cette augmentation étalée sur douze mois représenterait un gain de 7,1%, chiffre avancé par le Comité des Armateurs (C.C.A.F.) et timidement contesté par les organisations syndicales qui regrettent "le refus patronal d'envisager une étude sérieuse de rattrapage". Les marins exigent aussi la généralisation des congés au débarquement, de meilleures paies pour les nettoyeurs et la prime de congé.

Le mouvement des inscrits maritimes n'ayant pu être placé sous contrôle exclusif des syndicats promet de donner bien des soucis à la bourgeoisie marseillaise, qui redoute une nouvelle fois l'arrêt momentané de ses profits.

SAUCISSON ROSE ET GARDES BLANCS.

Il y a quelques jours, la radio nous annonçait, venue d'une ville soviétique, l'idée géniale de lancer la fabrication du " saucisson idéologique ", afin de marquer à sa manière le 50ème anniversaire de la Révolution. Il suffit, nous a-t-on appris, de le couper en rondelles pour voir apparaître le chiffre 50 en blanc sur fond rose.

La Révolution blanche sur fond rose, et dans votre assiette: car il faut fêter dignement les anniversaires...

lutte ouvrière et guerre au Vietnam

Le journal bourgeois " LE MONDE " nous apprenait récemment que la France a exporté l'an dernier pour 2,7 milliards de matériels d'armement, les U.S.A. étant de loin notre principal client. En effet, la guerre qu'ils mènent au VIETNAM les contraint à acheter dans d'autres pays une part de plus en plus importante d'équipements militaires et d'armes tactiques.

Cette information nous montre où doit porter toute lutte qui se veut efficace contre la guerre au Vietnam: c'est en agissant sur la production dans les usines, là où les capitalistes sont vulnérables. Et pas seulement dans les usines d'armement. Il est vrai que les travailleurs de ce secteur agissent directement sur la guerre en interrompant une production urgente d'armes et de munitions. La longue grève de la fabrique belge d'armement d'HERSTAL en 1966 en est un exemple. Mais dans le monde capitaliste, chaque secteur de production dépend étroitement des autres. Une usine d'armement est tributaire de nombreux secteurs très divers et il suffit d'une grève dans un seul de ceux-ci, électronique ou métallurgie par exemple, pour paralyser ou gêner considérablement la production.

Lorsque les travailleurs de ces usines se mettent en grève pour demander une augmentation ou améliorer leurs conditions de travail, c'est à chaque fois un coup porté à la production capitaliste. Lorsque ces luttes sont dures, lorsqu'elles frappent un secteur particulièrement important, elles peuvent mettre en péril la production toute entière.

Ainsi la lutte contre la guerre au Vietnam n'est pas différente de la lutte dans la production. C'est en intensifiant la lutte contre leur propre capitalisme que les travailleurs peuvent agir efficacement contre une guerre entreprise par n'importe lesquels des capitalistes du monde.

Toutes les manifestations, meetings, processions ou pétitions contre la guerre au Vietnam ne peuvent agir en rien sur celle-ci. Au contraire, elles détournent les travailleurs de leur propre lutte sur les lieux de travail en donnant l'illusion qu'elles sont une forme mieux adaptée à ce problème. Par leur inefficacité, visible à la longue, elles découragent ceux qui y avaient cru sincèrement.

Les organisations traditionnelles qui les entreprennent et les soutiennent ne font que continuer ainsi leur collaboration de classe avec les capitalistes.

grèves en Belgique

Le 16 mai dernier, 400 ouvriers de l'usine métallurgique de Germain-Anglo à La Croyère, en BELGIQUE, font grève sur le tas pour protester contre les licenciements qui doivent suivre la fermeture de l'usine, spécialisée dans la construction de matériel ferroviaire.

Rejetant l'accord que les délégués syndicaux s'étaient empressés de conclure avec le Gouvernement (maintien en activité jusqu'à nouvel ordre et étude d'un programme de reclassement) les ouvriers ont occupé l'usine pendant 17 jours; malgré la visite que leur a rendue le Premier Ministre lui-même, les ouvriers ont résisté à ses promesses démagogiques et

ont exigé un accord sous forme écrite, aux termes duquel les licenciements seront reportés sans date; le Gouvernement passera des commandes aux industries privées, qui s'engagent de leur côté à reclasser tout le personnel dans la région.

Voilà qui montre du même coup le rôle exact des syndicats, les prétendues nécessités de la production et les possibilités qu'ont les travailleurs d'obtenir satisfaction s'ils s'organisent entre eux pour se défendre.

Bien sûr, cette action limitée n'aura que des résultats limités. Ce n'est pas seulement cette usine qui est en difficulté, mais plusieurs régions, et les licenciements se succèdent, notamment dans les mines. Les raisons sont toujours les mêmes: pas de rentabilité, on ferme. On évoque toujours les problèmes financiers de la production, jamais les problèmes des travailleurs, qui comme ceux de LEVAL-CHAUDEVILLE, sont "invités" par les dirigeants à quitter la Belgique pour suivre l'usine en France.

Ce qui se passe en Belgique, s'est déjà passé en France, en Angleterre, en Italie; ce n'est pas une question particulière à tel pays ou à telle situation économique, mais cela fait partie de la politique générale du capitalisme moderne pour lequel les crises de reconversion accompagnées de licenciements sont monnaie courante et aussi inévitables que le gel en hiver.

matraquage socialiste

Le 3 juin dernier, plusieurs centaines d'étudiants allemands ayant fait au Chah d'Iran, en visite à Berlin-Ouest, l'accueil qu'il méritait, ces derniers se sont heurtés à un "formidable déploiement de forces de police". Résultat: un étudiant tué, des dizaines de blessés.

Les sociaux-démocrates allemands ont été les premiers à justifier inconditionnellement l'attitude des flics.

Le fait est caractéristique. D'une part, il montre que, vis-à-vis de ceux qui mettent en cause l'Etat bourgeois, la social-démocratie ne réagit pas autrement que n'importe quelle autre formation dite "de droite"; appelant à la rescousse la police - voire l'armée - elle révèle ce qu'elle est: un instrument camouflé de la bourgeoisie. En ce sens, nous n'avons rien de mieux à attendre d'un MITTERRAND que d'un de GAULLE.

D'autre part, on voit que, contrairement à ce que nous disent certains sur les prétendues vocations militaristes et dictatoriales du peuple allemand (mais est-ce que ce ne sont pas, précisément, nos sociaux-démocrates qui ne cessent de le répéter?), nos camarades de BERLIN savent se montrer tout aussi combattifs que d'autres.

Qu'ils soient Allemands ou Français, les travailleurs connaissent en effet la même oppression, doivent faire face aux mêmes trahisons, et ne pourront en conséquence se libérer que dans le même combat.

Le coût total de ce bulletin, environ 70 francs est entièrement couvert par les cotisations des militants et les contributions des sympathisants du Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G.L.A.T.).

Camarade qui as lu ce bulletin,

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Millitants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, **la société est divisée en deux classes** : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où **la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir** — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que les partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : **seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.**

Nous disons donc :

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique **par les travailleurs qu'elle concerne** ;
- que là où une tâche doit être confiée à des **délégués**, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, pas pour un an ou six mois, mais **uniquement pour cette tâche précise**, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la localité, de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion de délégués dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles, qui peut seule coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, **c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes**, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de **se grouper** pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, PARIS-IX^e.